



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché de concession

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-145380>

Département(s) de publication : **62**

Annonce n° **24-145380**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE SAINT-OMER

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Concession de service public pour l'exploitation des équipements de la CAPSO dédiés au parcours de la création d'entreprises et d'activités (Station, Hôtels d'entreprises et futur quai des initiatives solidaires)

**Description** : L'objet de la concession de service public porte sur l'exploitation des équipements de la CAPSO, Station, pépinière d'entreprises, hôtels d'entreprises, dans une logique de coordination et d'amélioration de la lisibilité du parcours de la création d'entreprises et d'activités, tout en valorisant le rôle pivot et central de La Station, comme totem de l'innovation. Les principales missions du concessionnaire seront les suivantes : - Coordination stratégique et partenariale - Développement, animation transversale des services - Gestion des espaces, équipements et services

**Identifiant de la procédure** : ce575f16-f0bd-4b94-8c89-b6e46a852497

**Identifiant interne** : 2024-69

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 79411100 Services de conseil en développement des entreprises

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 70330000 Services de gestion de biens immobiliers pour le compte de tiers

##### 2.1.3 Valeur

**Valeur estimée hors TVA : 6,400,000 Euro**

#### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires :** Les candidats sont informés que la Capso organisera une seule visite sur site le 27 janvier 2025 à partir de 09h00. Cette visite est obligatoire. Les modalités relatives à la visite sont décrites à l'article 5.3 du règlement de consultation. Toute correspondance entre l'opérateur économique et le pouvoir adjudicateur aura lieu par le biais de la plate-forme <https://www.marches-publics.info>

#### **Base juridique :**

Directive 2014/23/UE

#### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux : « Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, ne doit pas entrer dans l'un des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le code de la commande publique.

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0000

**Titre :** Concession de service public pour l'exploitation des équipements de la CAPSO dédiés au parcours de la création d'entreprises et d'activités (Station, Hôtels d'entreprises et futur quai des initiatives solidaires)

**Description :** L'objet de la concession de service public porte sur l'exploitation des équipements de la CAPSO, Station, pépinière d'entreprises, hôtels d'entreprises, dans une logique de coordination et d'amélioration de la lisibilité du parcours de la création d'entreprises et d'activités, tout en valorisant le rôle pivot et central de La Station, comme totem de l'innovation. Les principales missions du concessionnaire seront les suivantes : - Coordination stratégique et partenariale - Développement, animation transversale des services - Gestion des espaces, équipements et services

**Identifiant interne :** S-PF-1578823

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79411100 Services de conseil en développement des entreprises

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 70330000 Services de gestion de biens immobiliers pour le compte de tiers

#### 5.1.3 Durée estimée

**Date de début :** 01/01/2026

**Date de fin de durée :** 31/12/2030

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA : 6,400,000 Euro**

#### 5.1.6 Informations générales

**Il s'agit d'un marché récurrent**

**Description** : Une concession portant sur des prestations analogues ou quasi-analogues sera certainement établie à l'échéance de la présente concession

**Participation réservée** : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : non**

#### 5.1.7 Marché public stratégique

**Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale** : Autre

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère** :

**Type** : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Description** : - Lettre de candidature modèle Dc1 disponible sur [www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat](http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat) ; - Pouvoir de la ou les personnes habilitées à engager la société ou le groupement ; - Justificatif datant de moins de trois (3) mois de l'inscription au registre du commerce (extrait K bis ou équivalent pour les candidats étrangers non établis en France) ou son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel. - Pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalité des entreprises ; - l'ensemble des certificats délivrés par les administrations et organismes compétents tels que prévus à l'article R. 3123-18 du code de la commande publique permettant d'attester que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Les candidats étrangers établis dans un pays tiers doivent, pour les impôts, taxes et cotisations sociales ne donnant pas lieu, dans ledit pays, à la délivrance d'un certificat par les administrations et organismes de ce pays, produire une déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative de ce pays ; - déclaration sur l'honneur par laquelle le candidat atteste ne pas se trouver dans l'un des cas d'exclusions mentionnés aux articles L. 3123-1 à 14 du Code de la commande publique ; - si l'entreprise est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet ; - documents attestant du respect des articles L. 5212-1 à L. 5212-5 du Code du travail relatifs à l'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés : le candidat, s'il est assujéti à l'obligation définie aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du Code du travail adressera une attestation de souscription au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a eu lieu le lancement de la consultation, de la déclaration visée à l'article L. 5212-5 du même code, ou s'il en est redevable, une attestation de versement de la contribution visée aux articles L. 5212-9 à L. 5212-11 du Code du travail ;

**Utilisation de ce critère** : Utilisé

**Critère** :

**Type** : Capacité économique et financière

**Description** : - Attestations d'assurances en cours de validité, notamment en ce qui concerne les assurances couvrant les responsabilités civile et professionnelle (précisant le niveau de couverture en euros) dont dispose le candidat ou chaque

membre du groupement ; - Déclaration du candidat obligatoirement renseignée dans toutes ses rubriques. à cet effet, l'imprimé Dc2 est recommandé (téléchargeable sur le site [www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat](http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat)), comprenant notamment les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières de l'entreprise (dont la déclaration du chiffre d'affaires sur les trois dernières années à compléter par le candidat) ; - Rapports du commissaire aux comptes 2021, 2022 et 2023, intégrant les états financiers détaillés (bilan et compte de résultat). Si le candidat est une société filiale, les éléments financiers et l'extrait Kbis doivent être fournis pour la maison-mère ; N.B. : si le candidat ne dispose pas de commissaire aux comptes, il doit présenter les comptes produits par l'expert-comptable ; - Si l'opérateur économique est une société filiale, convention de gestion avec la société-mère (notamment le détail des calculs des frais de structure refacturés à la filiale) ; - Schéma de l'actionnariat de la société candidate, et le cas échéant, solidité financière de ses gérants ;

**Utilisation de ce critère :** Utilisé

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Description :** - Mémoire présentant l'opérateur économique, son savoir-faire en matière d'exploitation du service en rapport avec l'objet de la concession ; - Renseignements relatifs à la nature de l'activité, qualifications professionnelles, moyens techniques et humains dont l'opérateur économique dispose pour assurer la continuité du service objet de la présente consultation ; - Références acquises en matière d'exploitation de services comparables au service concédé ou toute autre référence pertinente, au cours des 5 dernières années, en indiquant le montant des prestations exécutées, le lieu et l'époque d'exécution. Si l'opérateur économique gère actuellement des prestations similaires à celles de l'objet du concédant : leur localisation et les caractéristiques principales de son activité. L'opérateur économique pourra produire des certificats de capacités ou attestations de bonne exécution

**Utilisation de ce critère :** Utilisé

**5.1.10 Critères d'attribution**

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Qualité technique de l'offre au regard du mémoire technique

Pondération (points, valeur exacte) : 55

**Critère :**

**Type :** Coût

**Description :** Qualité de l'offre financière au regard de l'ensemble de ses composantes

Pondération (points, valeur exacte) : 40

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description** : Qualité de l'offre en matière de développement durable et sociétal

Pondération (points, valeur exacte) : 5

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché** : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1578823>

**Canal de communication ad hoc** :

**Nom** : AW Solutions

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation** :

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1578823>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Date limite de réception des offres** : 31/03/2025 à 12:00

**Conditions du marché** :

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés** :  
Non

**Conditions relatives à l'exécution du contrat** : Le contrat de concession comportera une tranche ferme et une tranche optionnelle : - tranche ferme : Gestion du service public de création d'entreprises intégrant le pilotage du parcours de la création d'entreprises et d'activités et l'exploitation mutualisée des équipements dédiés au parcours de création d'entreprises et d'activités hors « Quai des initiatives Solidaires » (QIS) - tranche optionnelle : Exploitation « Quai des initiatives Solidaires » (QIS) et intégration dans la gestion du parcours de création d'entreprises

**Facturation en ligne** : Requise

**La commande en ligne sera utilisée** : non

**Le paiement en ligne sera utilisé** : non

**Informations relatives aux délais de recours** : Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours** : Tribunal administratif de Lille

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE SAINT-OMER**

**TED eSender : Avenue-Web Systèmes**

## **Section 8 - Organisations**

8.1 ORG-0001

**Nom officiel : Avenue-Web Systèmes**

**Numéro d'enregistrement : 49D3AA59-E6B3-5BAF-E8F3987309CB3616**

**Ville : Seyssinet-Pariset**

**Code postal : 38170**

**Subdivision pays (NUTS) : Isère ( FRK24 )**

**Pays : France**

**Adresse électronique : publications-joue@aws-france.com**

**Téléphone : +33480041260**

**Rôles de cette organisation :**

**TED eSender**

8.1 ORG-0002

**Nom officiel : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE SAINT-OMER**

**Numéro d'enregistrement : 58779**

**Adresse postale : 2 Rue Albert Camus Cs 20079**

**Ville : Longuenesse**

**Code postal : 62968**

**Subdivision pays (NUTS) : Pas-de-Calais ( FRE12 )**

**Pays : France**

**Point de contact : DUQUENOY JOEL**

**Adresse électronique : correspondre@aws-france.com**

**Téléphone : 0374182000**

**Adresse internet : <https://www.ca-pso.fr/>**

**Profil de l'acheteur : <https://www.agysoft.marches-publics.info>**

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

8.1 ORG-0003

**Nom officiel : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE SAINT-OMER**

**Numéro d'enregistrement : 49D3AA80-F024-3EE0-7417BA43B657E86A**

**Adresse postale :** 2 Rue Albert Camus

**Ville :** Longuenesse

**Code postal :** 62968

**Subdivision pays (NUTS) :** Pas-de-Calais ( FRE12 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** correspondre@aws-france.com

**Téléphone :** 0374182000

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

8.1 ORG-0004

**Nom officiel :** Tribunal administratif de Lille

**Numéro d'enregistrement :** 49D3AA91-E224-7723-56AEE44E3126E6FC

**Adresse postale :** 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire Cs 62039

**Ville :** Lille Cedex

**Code postal :** 59014

**Subdivision pays (NUTS) :** Nord ( FRE11 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** greffe.ta-lille@juradm.fr

**Téléphone :** 0359542342

**Télécopieur :** 0359542445

**Adresse internet :** <https://www.telerecours.fr>

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis :** 8e340188-0162-4916-bd23-dd7feb61363c - 01

**Type de formulaire :** Mise en concurrence

**Type d'avis :** Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis :** 27/12/2024 à 10:10

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible :** français

11.2 Informations relatives à la publication

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 27/12/2024